

N° 104

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

Enregistré à la Présidence du Sénat le 10 novembre 2010

PROJET DE LOI

*autorisant la ratification du **traité instituant un partenariat de défense** entre la **République française** et la **République gabonaise**,*

PRÉSENTÉ

au nom de M. François FILLON,
Premier ministre

Par M. Bernard KOUCHNER,
ministre des affaires étrangères et européennes

(Envoyé à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La France et le Gabon ont signé le 24 février 2010 un traité instituant un partenariat de défense.

Comme cela avait été annoncé par le Président de la République, lors du discours prononcé devant le Parlement Sud-Africain, au Cap, le 28 février 2008, cette signature fait partie de la mise à jour de nos relations avec les huit pays avec lesquels nous avons encore des accords de défense, remontant pour la plupart à l'indépendance.

La révision des accords de défense entre, d'ailleurs, dans le cadre de la rénovation plus générale, évoquée dans ce discours, de la relation entre la France et l'Afrique dont elle constitue un des éléments.

Pour mener cette tâche à bien, un groupe de travail mixte a été constitué par le ministère des affaires étrangères et européennes et celui de la défense. Ce groupe de travail a effectué entre le printemps et l'été 2008 une mission d'information et de prise de contacts dans les divers pays concernés, puis s'est attelé à la rédaction des projets d'accords. Le traité avec le Gabon est le troisième à avoir été signé.

Comme pour les autres pays concernés, il a été décidé de fixer dans un texte unique le nouveau cadre juridique de notre relation de défense dans son ensemble. Cette relation ne comporte plus de clause impliquant le principe d'un concours au Gabon en cas d'agression extérieure et encore moins en cas de crise intérieure. Elle est essentiellement centrée sur la coopération militaire menée soit par la direction de la coopération de sécurité et de défense du ministère des affaires étrangères et européennes, soit par l'État major des armées, au ministère de la défense. Elle comporte également le stationnement de forces françaises.

Cette évolution s'accompagne, aussi, d'une ouverture vers une dimension multilatérale, en prévoyant la possibilité d'associer aux activités de ce partenariat de défense d'autres pays africains ou européens, ainsi que les institutions de l'Union européenne (UE) et de l'Union Africaine (UA) et les ensembles sous-régionaux de cette dernière.

L'objectif principal de notre coopération est, en effet, désormais, à côté de notre action traditionnelle de formation des cadres des armées nationales, d'aider l'Afrique à mettre sur pied son propre système de sécurité collective.

Ce texte unique abroge, par ailleurs, l'ensemble des accords antérieurs dans le domaine de la défense. Il permet ainsi de disposer, dans une optique de transparence, d'une référence facilement appréhendable par l'ensemble de ceux qui auront à connaître de cette question.

Outre le préambule, le texte comporte trois parties et une annexe.

Les différentes formules figurant au préambule visent à prendre en compte dans la relation de défense entre les deux pays la promotion des systèmes de sécurité collective des Nations unies et de l'Union Africaine. L'inscription de cette relation dans le cadre du partenariat stratégique Afrique - Union européenne complète cette référence première. La référence au respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des partenaires vient, enfin, manifester la volonté de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats concernés.

- La première partie expose les principes généraux du partenariat de défense. Dès l'**article 2**, l'ouverture de notre coopération vers la constitution de la Force Africaine en attente et vers l'action de l'Europe et de ses États membres en faveur du système africain de sécurité collective est affirmée par la référence à une concertation avec les organisations régionales et sous-régionales auxquelles appartiennent chacun des deux pays.

L'**article 4** du texte retrace les domaines et les formes de la coopération en matière de défense.

La liste reprend les activités menées par le ministère de la défense et celui des affaires étrangères et européennes au titre des coopérations qu'ils mènent dans le pays partenaire. Elle s'achève sur une référence à l'organisation d'activités dans le cadre de la stratégie conjointe UE-Afrique, dans l'optique d'ouverture déjà évoquée.

L'**article 6** prévoit l'instauration d'un comité de suivi co-présidé par un représentant de chaque partie. C'est une nouveauté par rapport à la situation actuelle.

- La deuxième partie est consacrée au statut des membres du personnel engagés dans le partenariat de défense.

Elle est rédigée sous un mode totalement réciproque pour les personnels français au Gabon et les gabonais en France. C'est une manifestation forte de l'esprit du partenariat de nos nouvelles relations, qui traverse l'ensemble du texte et a conduit à son appellation.

L'**article 8** maintient pour nos coopérants militaires le port de l'uniforme gabonais.

L'**article 10** relatif au port et à l'utilisation des armes prévoit que les militaires de chaque pays se réfèrent pour l'utilisation des armes « dans le cadre de leurs fonctions officielles », aux règles du pays d'origine. Dans toute autre circonstance cette utilisation relève de la règle du pays d'accueil qui aura à juger ce type d'usage s'il débouchait sur un contentieux.

L'**article 11** établit le principe d'une compétence exclusive de l'État d'origine en matière de discipline de ses personnels.

L'**article 14** sur les dispositions fiscales, combiné à l'article 1^{er} sur la définition des membres du personnel, conduit à appliquer aux coopérants militaires techniques les mêmes règles que celles applicables aux autres personnels, en maintenant la domiciliation fiscale de ces derniers dans leur Etat d'origine.

- La troisième partie, consacrée aux dispositions finales, prévoit notamment, à l'**article 21**, l'abrogation de tous les accords et arrangements conclus antérieurement en matière de défense entre les deux pays. Cette formule vise à marquer le nouveau départ de notre relation de défense en toute transparence sur la base du seul texte soumis à l'approbation des parlements.

Enfin, il est indiqué à l'**article 22** que l'accord est conclu pour une durée de cinq ans, renouvelable non par tacite reconduction mais par un nouvel accord. Il s'agit là d'une formule qui vise à rappeler que notre relation de défense évoluera naturellement au fur et à mesure que le système de sécurité collective africain se renforcera et de l'appréciation qu'en feront les deux partenaires.

- Une annexe est consacrée aux facilités opérationnelles accordées aux forces françaises stationnées au Gabon. Le terme de « zones »

(**article 1^{er}**) y a été préféré à celui « d'emprises » pour les terrains (essentiellement d'entraînement) mis à disposition des forces françaises.

Dans son dernier article (article 11), le retrait des forces françaises est prévu à l'initiative de chacune des deux parties.

Telles sont les principales observations qu'appelle le traité entre la République française et la République gabonaise instituant un partenariat de défense qui, comportant des dispositions de nature législative, est soumis au Parlement en vertu de l'article 53 de la Constitution.

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un partenariat de défense entre la République française et la République gabonaise, délibéré en Conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté au Sénat par , qui sera chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique

Est autorisée la ratification du traité instituant un partenariat de défense entre la République française et la République gabonaise (ensemble une annexe), signé à Libreville le 24 février 2010, et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 10 novembre 2010

Signé : FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

Le ministre des affaires étrangères et européennes,

Signé : BERNARD KOUCHNER

TRAITÉ

instituant un partenariat de défense

entre la République française

et la République gabonaise

(ensemble une annexe),

signé à Libreville le 24 février 2010

TRAITÉ

instituant un partenariat de défense entre la République française et la République gabonaise

PRÉAMBULE

La République française, d'une part,
et La République gabonaise, d'autre part,
ci-après dénommées les « Parties »,
Considérant les liens d'amitié anciens et profonds unissant la
France et le Gabon,

Rappelant leur commun attachement à la Charte des Nations
unies et au principe du règlement pacifique des différends inter-
nationaux,

Résolues à inscrire leur coopération dans le cadre du partena-
riat stratégique Afrique – Union européenne adopté lors du
sommet de Lisbonne du 7 décembre 2007, afin de construire
une paix et une sécurité durables en Afrique et en Europe,

Déterminées à soutenir les mécanismes africains de sécurité
collective et de maintien de la paix dans leurs dimensions conti-
nentale et régionales et dans cette perspective à contribuer à la
réalisation de l'architecture africaine de paix et de sécurité sous
la conduite de l'Union africaine,

Désireuses d'approfondir leur coopération en matière de
défense, en établissant un partenariat fondé sur les principes de
respect mutuel de la souveraineté, de l'indépendance et de l'in-
tégrité territoriale des deux Etats, et ayant à l'esprit les menaces
pouvant peser sur ces dernières,

Rappelant que la présence des dés force françaises sur le ter-
ritoire, gabonais découle de la volonté commune des deux Par-
ties,

sont convenues de ce qui suit :

Article 1^{er}

Définitions

1. Dans le présent Traité, l'expression :

a) « forces » désigne tous, corps, contingents ou détache-
ments constitués de personnels appartenant aux armées de terre
et de l'air, à la marine nationale, à la gendarmerie nationale,
ainsi qu'aux services de soutien interarmées ;

b) « membre du personnel » désigne le personnel appartenant
aux forces de l'une des Parties ainsi que le personnel civil de
l'une des Parties employé par les ministères compétents dans
les domaines de la défense et de la sécurité, présent sur le terri-
toire de l'autre dans le cadre du présent Traité, à l'exclusion des
ressortissants et des résidents permanents de l'Etat d'accueil ;

c) « personne à charge » signifie le conjoint ou toute autre
personne vivant maritalement avec un membre du personnel,
ainsi que ses enfants mineurs, conformément à la législation
respective des Parties ;

d) « Etat d'origine » signifie la Partie dont relèvent les
membres du personnel qui se trouvent sur le territoire de l'autre
Partie ;

e) « Etat d'accueil » signifie la Partie sur le territoire de
laquelle se trouvent, en séjour ou en transit, les forces ou les
membres du personnel de l'Etat d'origine.

2. Aucune disposition du présent Traité ne déroge aux droits
et obligations reconnus à une force ou à un membre du per-
sonnel de l'une des Parties à raison de sa participation à une
opération de maintien de la paix sous mandat des Nations unies.

I. – Principes généraux du partenariat de défense

Article 2

Objectifs du partenariat

Par le présent Traité, et dans le respect de leurs engagements
internationaux, les Parties s'engagent dans un partenariat de
défense, afin de concourir à une paix et une sécurité durables
sur leur territoire ainsi que dans leur environnement régional
respectif, en concertation avec les organisations régionales et
sous-régionales concernées.

Article 3

Principes du partenariat de défense

Les forces et les membres du personnel de l'Etat d'origine
respectent les lois et règlements de l'Etat d'accueil et s'abs-
tiennent de tout comportement incompatible avec les objectifs
du présent Traité.

Article 4

Domaines et formes de la coopération en matière de défense

Dans le cadre du partenariat de défense, les Parties mettent en
œuvre une coopération qui vise au renforcement des capacités
humaines, techniques et logistiques et qui peut couvrir les
domaines suivants :

a) L'échange de vues et d'informations relatives aux risques
et menaces à la sécurité nationale et régionale, et aux moyens y
afférant ;

b) L'organisation, l'équipement et l'entraînement des forces,
le cas échéant par un soutien logistique et des exercices
conjointes, avec les actions civilo-militaires qui peuvent les ac-
compagner ;

c) L'organisation et le conseil aux forces mettant en œuvre
des actions de formation, de soutien technique et la mise à dis-
position de coopérants militaires techniques français ;

d) La formation des membres du personnel gabonais par leur
accueil ou leur admission en qualité d'élève ou de stagiaire dans
les écoles de formation militaires françaises ou soutenues par la
France ;

e) L'organisation d'exercices ou d'activités relatifs à la mise
en œuvre de la stratégie conjointe UE-Afrique.

Article 5

Facilités opérationnelles accordées aux forces

1. Chaque Partie s'engage à donner à l'autre les facilités
nécessaires à l'accomplissement du partenariat de défense.

2. Dans le cadre du partenariat de défense, l'annexe au présent Traité énonce les facilités opérationnelles accordées par la Partie gabonaise aux forces françaises qui stationnent sur son territoire.

Article 6

Comité de suivi

Afin de donner une cohérence aux activités prévues par le présent Traité, il est créé un comité de suivi co-présidé par un représentant civil de chaque Partie. Il peut faire appel, en tant que de besoin, à des experts civils et militaires de chacune des Parties. Le mandat et le fonctionnement du comité sont déterminés d'un commun accord entre les Parties.

II. – Statut des membres du personnel engagés dans le partenariat de défense

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux forces, aux membres du personnel d'une Partie et aux personnes à charge qui séjournent sur le territoire de l'autre Partie dans le cadre du Partenariat de défense.

Article 7

Conditions d'entrée et de séjour des membres du personnel

1. Les membres du personnel de l'Etat d'origine et les personnes à charge sont autorisés à entrer et sortir du territoire de l'Etat d'accueil sous réserve de détenir un passeport en cours de validité. Ils sollicitent un visa et un titre de séjour.

2. Les membres du personnel de l'Etat d'origine présentent un ordre de mission individuel ou collectif ou un ordre de mutation délivré par l'autorité compétente de l'Etat d'origine.

3. La présente disposition ne peut être interprétée comme conférant à un membre du personnel et aux personnes à charge un droit à résidence permanente ou au domicile dans l'Etat d'accueil.

4. Les membres du personnel de l'Etat d'origine peuvent, à l'occasion de leur première arrivée en vue de prendre leur service sur le territoire de l'Etat d'accueil, importer, dans les limites compatibles avec un usage familial dûment apprécié par l'Etat d'accueil, leurs effets et mobiliers personnels, en franchise de droits de douane, taxes et autres redevances, pour la durée de leur séjour.

5. L'Etat d'accueil prend en charge l'hébergement, dans des logements meublés mis à disposition, des membres du personnel participant pour une durée de plus de six mois aux activités mentionnées à l'article 4.c ainsi que des personnes à charge.

Article 8

Port de l'uniforme

Les membres du personnel de l'Etat d'origine peuvent revêtir l'uniforme et les insignes militaires de leur force conformément à la réglementation en vigueur dans leur armée, sauf lorsqu'ils participent pour une durée de plus de six mois aux activités mentionnées à l'article 4.c. Dans ce cas, ils revêtent l'uniforme et les insignes militaires de l'Etat d'accueil, et se conforment aux règlements et directives en vigueur dans les forces de celui-ci.

Article 9

Permis de conduire des véhicules et engins militaires

1. Les membres du personnel de l'Etat d'origine autorisés à conduire les véhicules et engins militaires dans l'Etat d'origine sont également autorisés à les conduire dans l'Etat d'accueil.

2. Les véhicules d'une force employés sur le territoire de l'Etat d'accueil portent, en plus de leur numéro d'immatriculation, une marque distinctive de nationalité.

Article 10

Port et utilisation d'armes

1. Les membres du personnel appartenant aux forces armées de l'Etat d'origine peuvent détenir et porter une arme de dotation sur le territoire de l'Etat d'accueil, conformément aux lois et règlements en vigueur dans l'Etat d'accueil.

2. Dans le cadre de leurs fonctions officielles, les membres du personnel de l'Etat d'origine utilisent leur arme de dotation conformément à la législation de l'Etat d'origine.

Article 11

Discipline

Les autorités de l'Etat d'origine exercent une compétence exclusive en matière de discipline sur leurs forces et les membres du personnel. En cas de manquement à leurs obligations, elles peuvent prendre toutes sanctions disciplinaires à leur encontre, sans préjudice d'éventuelles poursuites judiciaires.

Article 12

Santé

1. Les membres du personnel de l'Etat d'origine ainsi que les personnes à charge sont exemptés des dispositions de sécurité sociale en vigueur dans l'Etat d'accueil.

2. Chaque Partie est responsable de ses services médicaux et de ses évacuations sanitaires. Toutefois, en cas de nécessité ou d'urgence, les membres du personnel ainsi que les personnes à leur charge peuvent recevoir les soins médicaux et dentaires au sein du service de santé des armées, y compris l'hospitalisation, dans les mêmes conditions que les membres du personnel correspondant dans l'Etat d'accueil.

3. Toute autre prestation médicale non urgente en milieu hospitalier civil et militaire, de même que les rapatriements sanitaires, demeure à la charge de l'Etat d'origine.

Article 13

Décès d'un membre du personnel

1. Le décès d'un membre du personnel de l'Etat d'origine sur le territoire de l'Etat d'accueil est constaté conformément à la législation en vigueur dans l'Etat d'accueil par un médecin habilité, qui en établit le certificat. L'Etat d'accueil communie dans les meilleurs délais aux autorités de l'Etat d'origine la copie certifiée conforme du certificat de décès.

2. Si l'autorité judiciaire de l'Etat d'accueil ordonne l'autopsie du défunt, ou si l'Etat d'origine la demande, celle-ci est effectuée par le médecin désigné par l'autorité judiciaire de l'Etat d'accueil. Un médecin de l'Etat d'origine peut assister à l'autopsie, lorsque la législation de l'Etat d'accueil le permet.

3. Les autorités compétentes de l'Etat d'accueil assurent la remise du corps du défunt aux autorités militaires de l'Etat d'origine dès que possible, aux fins de rapatriement.

Article 14

Dispositions fiscales

1. Pour l'application des impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi que des droits de succession et de donation, les membres du personnel de l'Etat d'origine qui, à seule fin d'exercer leurs fonctions, établissent leur résidence dans l'Etat d'accueil, sont considérés, pour l'application de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales, signée à Libreville le 20 septembre 1995, comme conservant leur résidence fiscale dans l'Etat d'origine qui leur verse les soldes, traitements et autres rémunérations similaires.

2. Cette disposition s'applique également aux personnes à charge dans la mesure où celles-ci n'exercent pas d'activité professionnelle propre.

3. Les soldes, traitements et rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par l'Etat d'origine aux membres du personnel en cette qualité ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 15

Infractions commises par des membres du personnel ou des personnes à charge

1. Les infractions commises par un membre du personnel de l'Etat d'origine ainsi que par les personnes à charge relèvent de la compétence des juridictions de l'Etat d'accueil, sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 2 du présent article.

2. Les autorités compétentes de l'Etat d'origine exercent leur droit de juridiction en cas d'infractions résultant de tout acte ou négligence d'un membre du personnel accompli dans l'exercice de ses fonctions officielles, et dans les cas suivants :

a) Lorsque l'infraction porte uniquement atteinte à la sécurité de l'Etat d'origine ;

b) Lorsque l'infraction porte uniquement atteinte à la personne ou aux biens d'un autre membre du personnel de l'Etat d'origine ;

c) Lorsque l'infraction porte uniquement atteinte aux biens de l'Etat d'origine.

3. Lorsque l'Etat qui a le droit d'exercer sa juridiction décide d'y renoncer, il le notifie immédiatement aux autorités compétentes de l'autre Etat. Celui-ci examine avec bienveillance les demandes de renonciation à ce droit formulées par l'autre Partie.

4. L'Etat d'origine s'engage à présenter tout membre du personnel ainsi que les personnes à charge devant les autorités judiciaires compétentes de l'Etat d'accueil aux fins de l'instruction. Ces dernières portent une attention bienveillante aux demandes des autorités de l'Etat d'origine visant à obtenir la garde de cette personne jusqu'à ce que des poursuites aient été engagées contre elle par l'Etat d'accueil.

5. Les autorités de l'Etat d'accueil avisent sans délai les autorités de l'Etat d'origine de toute arrestation d'un membre du personnel ainsi que des personnes à charge, en précisant les motifs de l'arrestation.

6. Les Parties se prêtent mutuellement assistance pour la conduite des enquêtes et pour la recherche de preuves, et s'informent mutuellement des suites données à l'affaire par leurs juridictions.

7. En cas de poursuite devant les juridictions de l'Etat d'accueil, tout membre du personnel de l'Etat d'origine – ainsi que les personnes à charge – a droit :

- à être jugé dans un délai raisonnable ;
- à être représenté selon son choix ou à être assisté dans les conditions légales en vigueur dans l'Etat d'accueil ;
- à communiquer avec un représentant de l'Ambassade de l'Etat d'origine, et lorsque les règles de procédure le permettent, à la présence de ce représentant aux débats ;
- à être informé, avant l'audience, des accusations portées contre lui ;
- à être confronté avec les témoins à charge ;
- à ne pas être poursuivi pour tout acte ou négligence qui ne constitue pas une infraction à la législation de l'Etat d'accueil, au moment où cet acte ou négligence a été commis ;
- à se prévaloir en cas de condamnation par les juridictions de l'Etat d'accueil, des dispositions de la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition entre la France et le Gabon du 23 juillet 1963.

8. Lorsqu'un membre du personnel de l'Etat d'origine ou une personne à charge a été jugé conformément aux dispositions du présent article et a été acquitté ou condamné, il ne peut être jugé une nouvelle fois pour la même infraction par les juridictions de l'autre Etat.

9. Lorsqu'elles exercent leur compétence de juridiction conformément aux dispositions du présent article, les Parties s'engagent à se remettre mutuellement les membres respectifs du personnel ainsi que les personnes à charge auteurs d'infractions, quelles que soient la nature et la gravité de la faute commise.

Article 16

Règlement des dommages

1. Chaque Partie renonce à tout recours qu'elle pourrait avoir contre l'autre Partie, les forces, ou un membre du personnel de cette Partie pour les dommages causés à ses biens ou à son personnel, y compris ceux ayant entraîné la mort, en raison d'actes ou de négligences dans l'exercice des fonctions officielles qui découlent du présent Traité.

2. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas en cas de faute lourde ou intentionnelle. Par faute lourde, il convient d'entendre l'erreur grossière ou la négligence grave. Par faute intentionnelle, il convient d'entendre la faute commise avec l'intention délibérée de son auteur de causer un préjudice.

3. Pour les dommages causés aux biens ou à la personne d'un tiers par les forces ou un membre du personnel de l'Etat d'origine en service, l'Etat d'accueil se substitue dans l'instance à l'Etat d'origine. Les Parties prennent conjointement en charge les indemnités versées pour la réparation des dommages causés aux tiers, selon la répartition suivante :

- lorsque le dommage est imputable à une seule des Parties, cette Partie assure le règlement total du montant de l'indemnité ;
- lorsque le dommage est imputable aux deux Parties, ou qu'il ne peut être précisément attribué à l'une ou l'autre des Parties, le montant des indemnités est réparti à parts égales entre les Parties.

L'imputabilité du dommage et le montant subséquent de l'indemnisation sont déterminés d'un commun accord entre les Parties.

4. Par dérogation aux dispositions des trois paragraphes précédents, l'Etat d'accueil prend en charge la réparation des dommages causés en service ou à l'occasion du service par les membres du personnel participant, pour une durée de plus de six mois, aux activités mentionnées à l'article 4.c, que ces dommages soient causés au personnel ou au matériel des forces armées de l'Etat d'accueil ou à des tiers. L'Etat d'accueil s'engage à rembourser à l'Etat d'origine les dépenses ayant résulté pour ce dernier des dommages subis par les personnes visées ci-dessus en service ou à l'occasion du service, quelles qu'en soient les causes.

Article 17

Echange d'informations et de matériels classifiés

Aux fins du présent Traité, on entend par « Informations et Matériels classifiés », les informations et matériels auxquels, sans préjuger de leur forme, nature et mode de transmission, a été attribué un niveau de classification de sécurité ou de protection et qui requièrent, dans l'intérêt de la sécurité nationale et conformément aux législations et réglementations nationales des Parties, une protection contre la compromission, la destruction, la soustraction, la divulgation, la perte ou l'accès de toute personne non habilitée et autorisée.

Dans l'attente de la conclusion par les Parties d'un accord relatif à l'échange d'informations et de matériels classifiés, qui viendrait s'appliquer dès son entrée en vigueur aux activités prévues dans le cadre du présent partenariat, les règles suivantes sont appliquées :

- les Parties protègent les informations et matériels classifiés auxquels elles peuvent avoir accès dans le cadre du présent Traité en conformité avec leur réglementation nationale respective ;
- les informations et matériels classifiés sont transmis uniquement par voie officielle ou par des procédures agréées entre les autorités compétentes des Parties ;
- aucune information ou matériel classifié reçu par l'une des Parties dans le cadre du présent Traité ne peut être d'une quelconque manière transféré, diffusé ou divulgué à des tiers ou à des personnes ou entités non autorisées par l'autre Partie, et sans son consentement préalable.

Article 18

Mise en œuvre des dispositions du Traité

Aux fins de la mise en œuvre du présent Traité, les Parties peuvent conclure des accords ou arrangements spécifiques.

III. – Dispositions finales

Article 19

Règlement des différends

Tout différend lié à l'interprétation ou à l'application du présent Traité est réglé par voie de consultations au sein du comité de suivi institué par l'article 6 du présent Traité ou de négociations entre les Parties.

Article 20

Statut de l'annexe

Les dispositions de l'annexe sur les facilités opérationnelles accordées aux forces françaises stationnées au Gabon font partie intégrante du présent Traité.

Article 21

Abrogation des accords conclus antérieurement dans le domaine de la défense

1. Le présent Traité abroge les accords et arrangements conclus antérieurement dans les domaines de la défense et de la sécurité entre les deux Parties ou leurs autorités compétentes.

2. Tous les accords entrant dans le champ d'application du paragraphe précédent demeurent pleinement applicables dans toutes leurs dispositions, tant que le présent Traité n'est pas entré en vigueur.

Article 22

Entrée en vigueur, amendements et dénonciation

1. Chaque Partie notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Traité, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière notification.

2. Le présent Traité est conclu pour une durée de cinq ans. Il est renouvelable pour de nouvelles périodes de cinq ans par accord entre les Parties.

3. Les Parties peuvent, à tout moment et d'un commun accord ; amender par écrit le présent Traité.

4. Chaque partie peut dénoncer le présent Traité par le biais d'une notification écrite. Cette dénonciation prend effet six mois après la réception de la notification par l'autre Partie.

5. La dénonciation du présent Traité n'affecte pas les droits ou obligations résultant de son exécution préalablement à cette dénonciation.

Fait à Libreville, le 24 février 2010, en deux exemplaires, en langue française.

Pour la République
française :
*Le Président
de la République,*
NICOLAS SARKOZY

Pour la République
gabonaise :
*Le Président
de la République,
Chef de l'Etat,*
ALI BONGO ONDIMBA

Le Premier ministre,
FRANÇOIS FILLON

*Le ministre des affaires étrangères,
et européennes,*
BERNARD KOUCHNER

ANNEXE RELATIVE AUX FACILITES OPÉRATIONNELLES
ACCORDÉES AUX FORCES FRANÇAISES STATIONNÉES
AU GABON

Article 1^{er}*Objet et définitions*

1. La présente annexe précise les facilités opérationnelles accordées aux forces françaises qui stationnent sur le territoire de la Partie gabonaise.

2. Les dispositions de la présente annexe ne s'appliquent que sur le territoire de la République gabonaise.

3. Aux fins de la présente annexe, l'expression :

- « forces françaises stationnées » signifie les forces françaises, au sens de l'article 1^{er} du présent Traité, séjournant ou en transit sur le territoire de la République gabonaise afin de conduire des exercices communs avec les forces gabonaises, d'apporter un soutien logistique et une aide aux forces françaises engagées dans des opérations de paix, et de participer aux activités prévues par le présent Traité ;
- « membre des forces françaises stationnées » désigne le membre du personnel des forces françaises stationnées au sens donné à ces termes par combinaison de l'article 1^{er} du présent Traité et du présent article ;
- « zones » signifie les espaces mis à disposition des forces françaises stationnées pour leur vie courante et le stationnement de leurs matériels ;
- « matériel » désigne les biens, équipements des forces françaises stationnées, y compris les armes, munitions, véhicules militaires et tout autre moyen de transport.

Article 2

Information sur les forces françaises stationnées

1. La Partie française communique à l'avance aux autorités gabonaises compétentes l'identité des membres des forces françaises stationnées et des personnes à charge entrant sur le territoire gabonais dans le cadre de la présente annexe. Les autorités compétentes gabonaises sont immédiatement informées de la cessation des fonctions d'un membre des forces françaises stationnées et de la date consécutive de son départ du territoire gabonais.

2. Le commandement des forces françaises communique régulièrement à la Partie gabonaise le nombre des membres des forces françaises stationnées sur son territoire.

I. – Facilités accordées pour les activités des forces françaises stationnées

Article 3

Importation et déplacement des matériels et approvisionnements

1. La Partie gabonaise autorise l'entrée du matériel et des approvisionnements nécessaires aux activités et au fonctionnement courant des forces françaises stationnées en franchise de taxes et droits de douane ou de tout autre droit similaire, hors les frais d'entreposage, de transport et autres services rendus.

2. Le matériel et les approvisionnements nécessaires aux activités et au fonctionnement courant des forces françaises stationnées qui entrent sur le territoire gabonais transitent par ce territoire ou en sortent, sont exemptés de toute obligation de production d'inventaires ou d'autres documents douaniers.

3. La présente disposition ne peut être interprétée comme autorisant la Partie française à introduire sur le territoire gabonais des biens ou produits interdits au titre des engagements internationaux souscrits par les Parties ou de la législation gabonaise.

Article 4

Déplacement et circulation des forces françaises stationnées

1. Les forces françaises stationnées ont la faculté de circuler sur le territoire de la République gabonaise, y compris dans sa mer territoriale et son espace aérien. La liberté de déplacement dans les eaux territoriales gabonaises comprend notamment l'arrêt et le mouillage en toutes circonstances.

2. La circulation dans les eaux territoriales gabonaises est subordonnée à une autorisation d'une durée d'un an renouvelable. De même, l'utilisation de l'espace aérien gabonais est subordonnée à la délivrance par la Partie gabonaise d'une autorisation générale de survol d'un an renouvelable.

3. La Partie gabonaise autorise les forces françaises stationnées à organiser les exercices et manœuvres nécessaires à leur entraînement sur présentation d'un programme agréé d'un commun accord.

4. Les forces françaises stationnées peuvent utiliser les voies ferrées, routes, ponts, transbordeurs, aéroports et ports en exemption de redevances, péages, taxes ou droits similaires. Elles ne sont pas exemptées de contributions pour les services dont elles bénéficient à leur demande.

Article 5

Entreposage de matériels et approvisionnements

Le matériel et les approvisionnements, et en particulier les armes et munitions de sécurité, destinés aux forces françaises stationnées sont transportés, entreposés et gardés dans les installations selon la réglementation française en vigueur.

Article 6

Communication et services

1. Les forces françaises stationnées peuvent, avec l'accord de la Partie gabonaise et conformément aux arrangements décidés d'un commun accord, mettre en œuvre des systèmes de communication pour leurs besoins propres. Elles coopèrent avec les autorités gabonaises compétentes pour que l'utilisation des fré-

quences qui leur sont attribuées ne perturbe pas les transmissions locales. L'accès au spectre des fréquences est accordé gratuitement par la Partie gabonaise.

2. Les forces françaises stationnées peuvent prendre les dispositions nécessaires pour faire fonctionner, sur le territoire gabonais, un ou des services chargés d'assurer des prestations en matière postale ou financière au profit exclusif des forces françaises stationnées et de leurs membres.

3. Le commandement militaire français peut, à l'usage exclusif des forces françaises stationnées et de leurs membres, créer et entretenir des services, notamment un groupement d'achats, un cercle mess, des foyers et services sociaux. Le commandement des forces françaises stationnées veille à ce que les personnes n'ayant pas le droit de s'approvisionner ou de bénéficier des services de ces établissements ne puissent ni se procurer ni bénéficier d'une revente desdites marchandises.

4. Les Parties conviennent en tant que de besoin de se réunir pour s'assurer de la stricte application des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article.

II. – Régime des zones mises à disposition des forces françaises stationnées

Article 7

Zones mises à disposition des forces françaises stationnées

1. Dans l'attente de la détermination, d'un commun accord des Parties par la voie d'accords ou d'arrangements spécifiques, de zones ou d'emprises nouvelles mises à disposition des forces françaises stationnées aux fins de l'exécution des activités prévues par le présent Traité et de leur stationnement, la Partie gabonaise maintient la mise à la disposition des forces françaises stationnées des zones de la base Pidoux et du camp N'Tchoréré.

2. A la demande de la Partie gabonaise, la fin de la mise à disposition d'une ou de plusieurs des zones mentionnées au paragraphe 1^{er} du présent article est subordonnée à la mise à disposition des forces françaises stationnées de zones ou emprises équivalentes. Les modalités de mise en œuvre du présent paragraphe sont déterminées par la voie d'accords ou d'arrangements spécifiques.

Article 8

Aménagement, sécurisation et police des zones

1. Pour les travaux d'aménagement des zones mises à la disposition de la Partie française pour ses besoins opérationnels, les autorités compétentes gabonaises donnent leur consentement par écrit à tout projet significatif de construction ou de modification dans les installations.

2. Les forces françaises sont autorisées à prendre les mesures requises pour assurer la protection des installations mises à leur disposition.

3. Le commandement des forces françaises comprend un groupe de commandement ou une ou plusieurs brigades prévôtales chargés notamment d'assurer des missions de police.géné-

rale au sein des installations mises à disposition des forces françaises stationnées. L'unité de prévôté peut aussi, avec l'accord, et en coopération avec les autorités compétentes gabonaises, intervenir, en dehors desdites zones pour assurer le maintien de l'ordre et la discipline parmi les membres des forces françaises stationnées.

Article 9

Statut des forces françaises stationnées

1. Les installations, les archives et documents ainsi que la correspondance officielle des forces françaises stationnées sont inviolables. On entend par correspondance officielle celle qui est relative aux activités, à l'organisation et aux fonctions des forces françaises stationnées.

2. Les installations, et tout objet qui s'y trouve, les matériels des forces françaises stationnées, ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, réquisition, saisie ou mesure d'exécution.

3. Les forces françaises stationnées sont exemptes de tous impôts, taxes et autres droits similaires nationaux, au titre des biens achetés et importés, des services rendus et des installations utilisées par elles aux fins des activités prévues par la présente annexe. Elles ne sont pas exemptes des impôts, taxes ou autres droits perçus en rémunération de services rendus.

Article 10

Conditions de restitution des zones mises à disposition des forces françaises stationnées

1. L'extinction ou, la dénonciation du présent Traité entraîne la restitution par la Partie française des zones mises à disposition au titre de l'article 7 de la présente annexe, ainsi que des aménagements effectués au titre de l'article 8 de la présente annexe.

2. Cette procédure ne donne lieu à aucune compensation financière pour les aménagements effectués.

3. Les modalités de dépollution des zones ou emprises utilisées conjointement ou successivement par les Parties sont déterminées et mises en œuvre d'un commun accord entre les Parties.

Article 11

Clause de retrait

La Partie gabonaise peut demander à tout moment le retrait des forces françaises stationnées sur son territoire. La Partie française se réserve le droit de retirer ses forces à tout moment par notification écrite envoyée au moins six mois avant ce retrait.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères
et européennes

NOR : MAEJ1020215L

PROJET DE LOI

autorisant la ratification du traité instituant un partenariat de défense
entre la République française et la République gabonaise

ÉTUDE D'IMPACT

- I.- Situation de référence et objectifs du traité

La négociation du présent traité fait suite à l'annonce, par le Président de la République, de l'engagement d'un processus de révision des accords de défense nous liant à huit Etats africains (Togo, Cameroun, République centrafricaine, Comores, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Sénégal) dans le cadre de la rénovation de la politique de la France à l'égard de l'Afrique, telle qu'exposée devant le Parlement Sud-Africain, au Cap, le 28 février 2008.

La France et le Gabon sont liés par un accord de défense signé le 17 août 1960. L'approbation de cet accord a été autorisée par la loi 60-1226 du 22 novembre 1960. L'accord a été publié le 24 novembre 1960 par le décret 60-1231 du 23 novembre 1960.

- II. - Conséquences estimées de la mise en œuvre du traité

Impact juridique

a) L'objectif du présent traité est de moderniser le cadre juridique de l'ensemble de notre relation de défense, en regroupant dans un seul instrument les différents volets de celle-ci, notamment la coopération militaire technique et la présence de forces françaises stationnées au Gabon.

L'entrée en vigueur du présent traité aura pour effet d'abroger tous les accords antérieurs en matière de défense et de sécurité.

b) Ses stipulations sont pleinement compatibles avec, d'une part, les engagements de la France dans le cadre des Nations Unies (articles 2 et 51 de la Charte des Nations Unies) et d'autre part ses engagements dans le cadre de l'OTAN et de l'UE. Le Traité de Washington du 4 avril 1949 n'exclut pas la possibilité pour un Etat partie au traité de Washington de conclure des accords avec des Etats tiers, pour autant qu'ils ne soient pas en contradiction avec ledit Traité (article 8). Le Traité sur l'Union européenne (article 42.7) renvoie aux engagements souscrits par les Etats membres dans le cadre de l'OTAN. Le présent traité stipule que l'UE et ses Etats membres peuvent être invités par les parties à s'associer aux activités qu'il prévoit.

c) Les stipulations relatives aux règles de priorité de juridiction en cas d'infraction commise par les membres du personnel ou des personnes à charge de l'une ou l'autre partie contiennent des garanties relatives au droit à un procès équitable au sens de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950. Le Gabon a aboli la peine capitale par une loi du 15 février 2010.

Le traité renvoie enfin à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition entre la France et le Gabon, signée le 23 juillet 1963 et dont l'approbation et la publication sont intervenues à la suite du vote de la loi n° 64-1065 du 21 octobre 1964 et du décret n° 65-159 du 25 février 1965, pour le transfèrement de personnes condamnées.

d) Les stipulations du présent traité relatives aux conditions d'entrée et de séjour des membres du personnel ne dérogent pas aux dispositions de la convention bilatérale relative à la circulation et au séjour des personnes du 2.12.1992, publiée le 10.10.2003 (décret n° 2003-963 du 3.10.2003).

e) Les particularités du traité par rapport au modèle d'accord de défense avec les Etats d'Afrique sont les suivantes :

- Le texte comporte, après le préambule et un article 1^{er} consacré aux définitions, trois parties et une annexe relative aux facilités opérationnelles accordées aux forces françaises stationnées au Gabon.

- Le préambule comporte notamment une référence au soutien des deux parties aux mécanismes africains de sécurité collective. Il évoque par ailleurs le respect mutuel de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité des deux Etats et le souci de chacun de prendre en compte les menaces pouvant peser sur ces dimensions de leur existence. Il rappelle enfin que la présence des forces françaises sur le territoire gabonais répond à la volonté commune des deux parties.

- Les trois parties traitent successivement des sujets suivants : « Principes généraux du partenariat de défense »- « Statut des membres du personnel engagés dans le partenariat de défense » - « Dispositions finales ».

- La première partie dans son article 4.a prévoit, dans la suite de la mention préambulaire sur les menaces, des échanges de vues et d'informations sur celles-ci et sur les moyens d'y faire face pour avoir une réflexion complète sur ce thème.

Au paragraphe e du même article 4 est mentionnée l'organisation d'exercices ou d'activités relatifs à la mise en œuvre de la stratégie conjointe UE - Afrique.

- La deuxième partie, indique dans son article 7. 1 que les personnels concernés sollicitent un visa et un titre de séjour.

L'article 10 prévoit que la détention et le port des armes sont régis par les lois de l'Etat d'accueil. En revanche, l'utilisation des armes de dotation « dans le cadre des fonctions officielles », s'effectue conformément à la législation de l'Etat d'origine. S'agissant de l'application du Traité sur le territoire français, il ressort que « les fonctions officielles » mentionnées à l'article 10 § 2 sont uniquement celles exercées dans le cadre des actions énumérées à l'article 4 alinéas b) et d), actions de coopération nécessairement réalisées sous commandement français et en présence de personnels militaires français. Seule une telle combinaison des stipulations du Traité sera mise en œuvre et est conforme à la Constitution.

Impact en matière de défense et de sécurité

Le présent traité ne prévoit pas de clause d'assistance en cas d'exercice de la légitime défense par la République gabonaise.

Le traité réserve la possibilité d'associer des contingents des organisations régionales africaines ou européens aux activités initiées dans le cadre du traité. L'un des principaux objectifs de notre coopération militaire en Afrique est, en effet, de contribuer au renforcement du système de sécurité collective en Afrique, notamment à la réalisation de la « Force africaine en Attente » (projet initié dans le cadre de l'Union Africaine) et à la mise en œuvre de la stratégie conjointe UE- Afrique.

Le traité ne modifie pas la situation au plan du dispositif des forces françaises au Gabon (FFG). Leur volume et leurs capacités resteront les mêmes. De plus, conformément aux conclusions du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, Libreville a été retenue comme base française sur la côte africaine atlantique.

Au plan régional, le maintien des forces françaises constitue un atout pour la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), dont le siège est à Libreville. Cette organisation, également en charge des questions de sécurité régionale, bénéficie de leur soutien et de leur expertise, notamment pour l'opération de maintien de la paix dont elle a la charge en Centrafrique : la MICOPAX.

Impact financier

L'article 14 du présent traité prévoit le maintien de la domiciliation fiscale des personnels dans l'Etat d'origine. L'application combinée des dispositions de l'article 14 et de l'article 1^{er} du traité, qui assimile les coopérants militaires techniques aux membres du personnel, comme le faisait déjà l'accord du 17 août 1960 (annexe II, article 9) pour le personnel français, conduit au maintien de la domiciliation fiscale de ces mêmes coopérants dans l'Etat d'origine.

L'annexe au traité prévoit des exonérations de droits et taxes pour l'importation de matériels destinés aux forces françaises stationnées sur le territoire de la République gabonaise. Ces exonérations n'étant pas réciproques, elles sont donc sans incidence sur le budget de l'Etat français.

Le traité ne modifie pas la situation existante en matière de répartition de la charge financière entre les Parties. Les crédits prévus pour 2010 au titre de la coopération militaire et de sécurité avec le Gabon s'élèvent à 5,4 millions d'euros. Les crédits mis en œuvre au titre de la coopération opérationnelle à l'échelon régional à partir de nos forces pré-positionnées à Libreville atteignent 1,1 million d'euros.

Historique des négociations du traité.

Le projet de texte a été transmis à la Partie gabonaise fin octobre 2009. Après réception des contres-propositions gabonaises début décembre 2009, le texte a fait l'objet de négociations entamées par une mission française à Libreville le 14 décembre 2009 qui se sont conclues à l'occasion de la visite du Président de la République au Gabon le 24 février 2010.

Etat de la ratification du traité.

Le Gabon ne paraît pas avoir engagé à cette date de procédure de ratification.